



**KPMG Audit Sénégal S.A.**  
**avec Administrateur Général**  
Immeuble Horizons S.A.  
Boulevard de la République  
Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27  
Télécopie : + 221 33 822 17 02  
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE  
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA  
GESTION 2012**

**GROUPE IV  
AUTORITE CONTRACTANTE :  
MINISTERE DE L'EDUCATION  
NATIONALE**

**RAPPORT DEFINITIF**

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics  
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber  
BP 11303 - Dakar - Sénégal  
*Ce document contient 60 pages (incluant celle-ci)*  
*NDS/SP/DSD/ABA/2014-06/301*



## SOMMAIRE

<b>1. SYNTHÈSE</b>	<b>6</b>
<b>1.1 Déroulement de la mission</b>	<b>6</b>
1.1.1 Contexte général	6
1.1.2 Modalités d'intervention	7
1.1.2.1 Audit de la passation	7
1.1.2.2 Audit de l'exécution physique	9
<b>1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics</b>	<b>10</b>
<b>1.3 Constats de l'audit</b>	<b>11</b>
1.3.1 Échantillons	11
1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés	12
1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés	13
1.3.4 Fractionnement: Évaluation des fractionnements potentiels	15
1.3.5 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière	15
1.3.6 Cas particulier des marchés passés par entente directe	16
1.3.7 Recommandations	17
1.3.8 Suivi des recommandations antérieures	21
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT</b>	<b>22</b>
<b>2.1 Rappel des termes de références</b>	<b>22</b>
2.1.1 Contexte de la mission	22
2.1.2 Objectifs de la mission	23
2.1.2.1 Objectif principal	23
2.1.2.2 Objectifs spécifiques	23
2.1.3 Périmètre de la mission	24
<b>2.2 Méthodologie de mise en œuvre</b>	<b>25</b>
2.2.1 Approche contradictoire	25
2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention	26
<b>2.3 Description des travaux d'audit</b>	<b>27</b>
2.3.1 Audit de la passation des marchés	27
2.3.1.1 Revue des textes	27
2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés	27
2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.	28
2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés	29
2.3.3 Audit technique	29
<b>2.4 Constitution de l'échantillon d'audit</b>	<b>29</b>
2.4.1 Échantillon pour les aspects liés à la passation	29
2.4.2 Échantillon pour l'audit technique	30
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES</b>	<b>31</b>
<b>3.1 Rappels</b>	<b>31</b>
3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	31
3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	31
3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel	33
3.1.2 Principes	34
3.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	34
3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)	34
3.1.2.3 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	35
3.1.2.4 Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 012785 pris en application de l'article 140 du CMP)	35
3.1.2.5 Signature des marchés (articles 27, 28 du CMP)	36
3.1.2.6 Approbation des marchés (article 29 du CMP)	37
3.1.3 Procédures	38

3.1.4	Cas particulier des marchés passés par entente directe	39
3.1.4.1	Rappels	39
3.1.4.2	Constats	41
<b>3.1</b>	<b>Constats relatifs au dispositif des marchés publics</b>	<b>42</b>
3.1.1	Responsabilité des MO et MOD	42
3.1.1.1	Modalités de fonctionnement de la CPM	42
3.1.1.2	Capacité de lancer des mises en concurrence	42
3.1.2	Exercice des contrôles	43
3.1.2.1	Rappels	43
3.1.2.2	Exercice des contrôles	43
3.1.2.3	Fonctionnement de la Commission des Marchés	44
3.1.3	Rappel relatif à la régulation	45
<b>4.</b>	<b>AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES</b>	<b>46</b>
<b>4.1</b>	<b>Constats généraux</b>	<b>46</b>
4.1.1	Constats de carence documentaire	46
4.1.1.1	Carence documentaire concernant la passation	46
4.1.1.2	Carence documentaire concernant l'exécution financière	46
4.1.2	Fractionnements potentiels	47
4.1.2.1	Rappels	47
4.1.2.2	Évaluation des fractionnements potentiels	47
<b>4.2</b>	<b>Audit de la passation des marchés</b>	<b>48</b>
4.2.1	Dossiers de marché	48
4.2.1.1	Rappels	48
4.2.1.2	Constats	49
4.2.2	Invitation des candidats	50
4.2.2.1	Constats	50
4.2.3	Réception et dépouillement des offres	50
4.2.3.1	Constats	50
4.2.4	Évaluation des offres et attribution des marchés	51
4.2.4.1	Constats relatifs à l'évaluation	51
4.2.4.2	Constats relatifs à l'Attribution	51
4.2.5	Cas particulier des marchés passés par entente directe	51
4.2.5.1	Rappels	51
4.2.5.2	Commentaires	53
4.2.6	Délais de passation des marchés	53
4.2.6.1	Rappels	53
4.2.6.2	Constats	55
<b>4.3</b>	<b>Audit de l'exécution financière</b>	<b>55</b>
4.3.1	Consistance des travaux d'audit du volet financier	55
4.3.1.1	Concernant l'engagement	55
4.3.1.2	Concernant le contrôle de la certification et du service fait	55
4.3.1.3	Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses	55
4.3.1.4	Limites de l'audit de l'exécution financière	55
4.3.2	Constats d'audit sur le volet d'exécution financière	56
4.3.2.1	Production et gestion des garanties contractuelles	56
4.3.2.2	Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses	56
4.3.2.3	Réception et paiement des prestations	56
<b>4.4</b>	<b>Audit de l'exécution physique</b>	<b>56</b>
<b>4.</b>	<b>ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES</b>	<b>57</b>
<b>4.1</b>	<b>Liste des AOO</b>	<b>57</b>
<b>4.2</b>	<b>Liste des AOR</b>	<b>59</b>
<b>4.3</b>	<b>Liste des avenants</b>	<b>59</b>

<b>4.4</b>	<b>Liste des Ententes Directes</b>	<b>59</b>
<b>4.5</b>	<b>Liste des DRP</b>	<b>60</b>

## ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation des Marchés
<b>AOO</b>	Appels d’Offre Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d’Offre Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>	Bordereau de Livraison
<b>CFAA</b>	Country Financial Accountability Assessment
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
<b>COA</b>	Code d’Obligation de l’Administration
<b>CPAR</b>	Country Procurement Accountability Review
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d’Appel à la Concurrence
<b>DAC</b>	Dossier d’Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d’Appel d’Offres
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DN</b>	Document non obtenu
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>MEN</b>	Ministère de l’Education Nationale
<b>MO</b>	Maître d’Ouvrage
<b>MOD</b>	Maître d’Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>	Non applicable
<b>PI</b>	Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>	Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>	Procès verbal
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>	Société Nationale
<b>SPM</b>	Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>UEMOA</b>	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

# 1. SYNTHÈSE

## 1.1 Déroulement de la mission







### 1.1.1 Contexte général

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit donc dans le cadre de la généralisation précitée.

## 1.1.2 Modalités d'intervention

### 1.1.2.1 Audit de la passation

Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les tâches suivantes :

- en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2012		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>	31	12 281 568 346	15	6 408 255 306	48%	52%
<b>Avenants</b>	06	234 057 155	03	145 353 865	50%	62%
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>	1	32 143 825	1	32 143 825	100%	100%
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	14	39 947 605	14	39 947 605	100%	100%
<b>Entente directe (ED)</b>	2	375 928 900	2	375 928 900	100%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>54</b>	<b>12 963 645 831</b>	<b>35</b>	<b>7 001 629 501</b>	<b>65%</b>	<b>54%</b>

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;

- ✚ établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- ✚ analyser l'organisation en général et des structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle ....) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier ; diagnostic approfondi des cellules des marchés.
- ✚ faire des vérifications sur :
  - l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - l'immatriculation des contrats ;
  - la production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution ;
  - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
  - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ou validation des livrables ;
  - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM et sa correcte application ;
  - la qualité du personnel de la cellule de passation des marchés
  - la tenue effective des registres de marchés côtés et paraphés ;
  - l'application des pénalités de retard prévues ;
- ✚ examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans la réglementation,
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité
- ✚ formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- ✚ demander à l'autorité contractante tous les documents pouvant permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaires, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres....) ;
- ✚ procéder aux recoupements et confirmations d'informations des autorités contractantes par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;
- ✚ organiser des séances de restitution de notre rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.



### **1.1.2.2     Audit de l'exécution physique**

Les marchés du Ministère de l'Education Nationale ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.

## 1.2 Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Concernant le dispositif des marchés publics mis en place au niveau du Ministère de l'Education Nationale pour la gestion 2012, nous avons relevé les points ci-dessous :

### a) Pour la Cellule de Passation de Marchés :

1. La cellule n'a pas mis en place le fichier des fournisseurs agréés conformément à la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 qui stipule que « ...,la liste des candidats peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'Autorité Contractante au terme d'un appel public à manifestation d'intérêt initié en début de gestion , et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service » ;
2. La cellule n'a pas produit les rapports trimestriels en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui mentionne que la cellule doit établir des rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP ;
3. Un défaut de centralisation des marchés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère ;

### b) Pour la Commission des Marchés :

- 1 Un retard a été noté dans la mise en place de la Commission des Marchés du Ministère de l'Education Nationale. La Commission des Marchés pour la gestion 2012 a été mise en place le 19/01/2012 alors que les copies des actes de nomination des membres doivent être transmises à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 05 janvier conformément à l'article 06 de l'arrêté fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.

## 1.3 Constats de l'audit

### 1.3.1 Échantillons

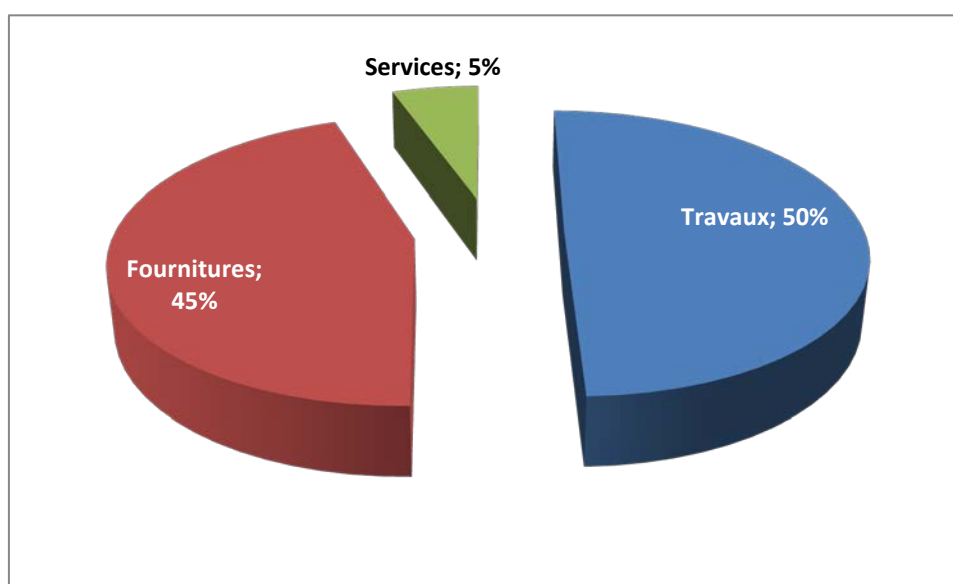
Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons demandé la liste des marchés exécutés en 2012 par le Ministère de l'Education Nationale. Cette liste est constituée :

- de 31 AOO pour un montant de 12 281 568 346 TTC ;
- de 06 Avenants d'un montant de 234 057 155 TTC ;
- d'un (01) AOR d'un montant de 32 143 825 TTC ;
- de 02 Ententes Directes pour un montant de 375 928 900 TTC ;
- et de 14 DRP d'un montant de 39 947 605 TTC.

Pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés nous avons sélectionné et revu :

- 15 AOO pour un montant de 6 408 255 306 TTC, représentant 52% en termes de valeur ;
- 03 Avenants pour un montant de 145 353 865 TTC, soit 62% en termes de valeur ;
- Le seul 01 AOR pour un montant de 32 143 825 TTC ;
- La totalité des 02 ententes directes pour un montant 375 928 900 TTC ;
- La totalité des 14 DRP passées par le Ministère pour un montant de 39 947 605 TTC.

La répartition de cet échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon sélectionné comprend :

- ✚ 50% des marchés de travaux pour un montant de 3 473 461 587 TTC ;
- ✚ 45% de marchés relatifs à l'acquisition de fournitures pour un montant de 3 145 100 981 TTC FCFA ;
- ✚ 5% de marchés relatifs à l'acquisition de services pour un montant de 383 066 933 TTC F CFA.

Nos contrôles ont couvert uniquement les marchés qui nous ont été communiqués dans la liste ci-dessus résumés.





En conséquence, nos observations et conclusions ne portent que sur les constats se limitant à notre contrôle de ces marchés, à l'exclusion de tout autre contrat ou dossier de passation de marché que nous n'avons pas reçu.

### **1.3.2 Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés**

Pour la gestion 2012, nous avons relevé les constats généraux suivants relatifs à la passation des marchés :


#### **Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Sur les AOO, nous avons relevé les observations ci-dessous :



-  L'archivage des dossiers de marchés n'est pas exhaustif ;
-  Les PV d'ouverture des offres ne sont pas systématiquement transmis aux soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du CMP ;
-  Les offres des candidats ne sont pas systématiquement archivées ;
-  Absence des pièces relatives au règlement des marchés revus.

#### **Demande de Renseignement et de Prix (DRP)**

Sur les DRP, nous avons relevé que :

-  les lettres d'invitation obtenues ne sont pas accompagnées de :
  - formulaire de soumission
  - projet de contrat
  - modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires
  - bordereau de prix

en violation de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 mentionnant que les lettres d'invitation doivent être accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises, d'un bordereau de prix et d'un projet de contrat

-  les noms des candidats ne sont pas mentionnés dans les lettres d'invitation en violation de la circulaire N°004/CAB/CP;
-  les soumissionnaires ne sont pas informés du rejet de leurs offres ;

### 1.3.3 Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Concernant les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés du Ministère de l'Education Nationale pour la gestion 2012, nous avons relevé les points suivants :

#### Sur les Appels d'Offres Ouverts

- ✚ Absence de l'avis d'appel d'offres du marché « Fourniture d'équipements et de matériels de laboratoire (sciences physiques, chimie, et SVT) de lycées et collèges attribué à UNITRADE pour un montant de 324 222 909 TTC ;
- ✚ Absence des avis d'attribution provisoire des marchés sur les quatre (04) marchés ci-dessous :
  - ✓ Fourniture d'équipements et de matériels de laboratoire (sciences physiques, chimie, et SVT) de lycées et collèges attribué à UNITRADE pour un montant de 324 222 909 TTC ;
  - ✓ Travaux de construction de 09 collèges de proximité dans les régions de Diourbel, Fatick, Dakar attribué à E.M.B pour les lots 1 & 2 pour un montant de 360 427 968 TTC, K.F.E pour le lot 3 pour un montant de 185 462 107 TTC et à S.E.S pour le lot 4 pour un montant de 258 500 000 TTC ;
  - ✓ Construction de 129 salles de classe, 32 blocs d'hygiène et d'un collège de proximité dans les régions de Dakar, de Thiès et de Saint-Louis» attribué à BR TRADING pour un montant de 231 919 981 FCFA, à EL HADJI DIAGNE pour un montant de 286 100 015 FCFA à EKSBS pour un montant de 140 837 402 FCFA et à SOCOTP pour un montant de 88 11 305 FCFA ;
- ✚ Absence des avis d'attribution définitive sur les six (06) marchés ci-dessous :
  - ✓ Travaux de construction de neuf (09) collèges de proximité dans les régions de Diourbel, Fatick, Dakar attribué à E.M.B pour les lots 1 & 2 pour un montant de 360 427 968 TTC, K.F.E pour le lot 3 pour un montant de 185 462 107 TTC et à S.E.S pour le lot 4 pour un montant de 258 500 000 TTC ;
  - ✓ Construction de 129 salles de classe, 32 blocs d'hygiène et d'un collège de proximité dans les régions de Dakar, de Thiès et de Saint-Louis» attribué à BR TRADING pour un montant de 231 919 981 FCFA, à EL HADJI DIAGNE pour un montant de 286 100 015 FCFA à EKSBS pour un montant de 140 837 402 FCFA et à SOCOTP pour un montant de 88 11 305 FCFA ;
  - ✓ Fourniture de petits matériels d'écoles pour les 14 inspections d'académies attribué à PAPEX pour un montant de 200 000 000 FCFA ;
  - ✓ La fourniture d'équipements de Salle de Classe (SDC) de l'Elémentaire, du Moyen, de 4 Daaras Modernes et de cinq (05) collèges franco-arabes, en mobiliers scolaires attribué à UNITRADE pour un montant de 1 184 842 130 FCFA ;
  - ✓ TRAVAUX de construction de huit (08) collèges dans les régions de Matam et de Saint-Louis attribué à ESMB pour les lots 1 et 2 d'un montant de 308 911 820 FCFA, à ENTREPRISE LAMP FALL BATIMENT pour le lot 3 d'un montant de 184 272 238 FCFA et à KEUR SERIGNE BABACAR SY (EKSBS) pour le lot 4 d'un montant de 185 038 036 FCFA.

✚ Absence des PV de réception des marchés sur les six (06) marchés ci-dessous:

- ✓ Fourniture d'équipements et de matériels de laboratoire (sciences physiques, chimie, et SVT) de lycées et collèges attribué à UNITRADE pour un montant de 324 222 909 TTC ;
- ✓ Travaux de construction de 09 collèges de proximité dans les régions de Diourbel, Fatick, Dakar attribué à E.M.B pour les lots 1 & 2 pour un montant de 360 427 968 TTC, K.F.E pour le lot 3 pour un montant de 185 462 107 TTC et à S.E.S pour le lot 4 pour un montant de 258 500 000 TTC ;
- ✓ Construction de 129 salles de classe, 32 blocs d'hygiène et d'un collège de proximité dans les régions de Dakar, de Thiès et de Saint-Louis» attribué à BR TRADING pour un montant de 231 919 981 FCFA, à EL HADJI DIAGNE pour un montant de 286 100 015 FCFA à EKSBS pour un montant de 140 837 402 FCFA et à SOCOTP pour un montant de 88 11 305 FCFA ;
- ✓ Fourniture de petits matériels d'écoles pour les 14 inspections d'académies attribué à PAPEX pour un montant de 200 000 000 FCFA ;
- ✓ La fourniture d'équipements de Salle de Classe (SDC) de l'Elémentaire, du Moyen, de 4 Daaras Modernes et de 05 collèges franco-arabes, en mobiliers scolaires attribué à UNITRADE pour un montant de 1 184 842 130 FCFA ;
- ✓ TRAVAUX de construction de huit (08) collèges dans les régions de Matam et de Saint-Louis attribué à ESMB pour les lots 1 et 2 d'un montant de 308 911 820 FCFA, à ENTREPRISE LAMP FALL BATIMENT pour le lot 3 d'un montant de 184 272 238 FCFA et à KEUR SERIGNE BABACAR SY (EKSBS) pour le lot 4 d'un montant de 185 038 036 FCFA.

**Sur le seul Appel d'Offres restreint (AOR)** d'un montant de 32 143 825 FCFA attribué à ETA PLUS et relatif aux Travaux de réfection des toitures de l'école Serigne Mansour Sy de Tivaouane, nous avons noté les observations ci-dessous :

- ✓ Absence du PV de réception du marché ;
- ✓ Absence des documents de paiement du marché.

## Sur les Demandes de Renseignement et de Prix (DRP)

Sur la totalité des 14 DRP passés par le Ministère et revus, nous avons relevé les observations suivantes :

- ✚ Non obtention du PV de réception de la DRP « Acquisition de photocopieuses » attribué à STABURO pour un montant de 13.599.500 FCFA TTC ;
- ✚ Non réception du contrat de la DRP « Acquisition de photocopieuses » attribué à STABURO pour un montant de 13.599.500 FCFA TTC ;
- ✚ Le PV d'ouverture des offres est daté du 30/08/2012 alors que la date limite de dépôt des offres est fixée au 28/09/2012, soit presque un mois avant la date limite de remise des offres ;
- ✚ Non réception des lettres d'invitation de la DRP « Fournitures de consommables informatiques » attribué à Etablissements Fallilou pour un montant de 4.007.469 FCFA TTC ;
- ✚ Absence des offres des soumissionnaires de la DRP « Fournitures de consommables informatiques » attribué à Etablissements Fallilou pour un montant de 4.007.469 FCFA TTC.

### 1.3.4 Fractionnement: Évaluation des fractionnements potentiels

Le Ministère de l'Education a passé en 2012 des DRP de petits montants généralement inférieurs à 1 000 000 FCFA, d'où un risque de fractionnement.

C'est l'exemple des marchés ci-dessous :

- ✓ Séminaire reconnaissance-matériel didactiques, fêtes et cérémonies attribué à FALL ENTREPRISE pour un montant de **568.480 FCFA TTC** ;
- ✓ Consommables informatiques attribué à Keur Serigne Touba pour un montant de **873.200 FCFA TTC** ;
- ✓ Fournitures de bureau attribué à Darou Salam pour un montant de **874.616 FCFA TTC**.

Pour rappel, conformément à l'article **54.5 du CMP** « les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du CMP ».

### 1.3.5 Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

Concernant l'exécution financière, nous n'avons pas reçu les documents de paiement des marchés, par conséquent nous ne pouvons pas nous prononcer dessus.

De plus, nous n'avons pas reçu le SIGFIP pour réaliser les contrôles nécessaires.

### **1.3.6 Cas particulier des marchés passés par entente directe**

Nous n'avons pas obtenu le PV de réception du marché : Fourniture d'imprimés spéciaux pour les examens et concours attribué à AVITECH IMPRESSION pour un montant de 47 928 900 FCFA passé selon le mode Entente Directe.

Pour rappel, conformément à l'article 76 du CMP « les marchés sont dits par "entente directe" lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions qui lui paraissent utiles avec les candidats et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu ».



### 1.3.7 Recommandations

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations	Commentaires du MEN
<b>Dispositif Organisationnel</b>				
1	La cellule n'a pas mis en place le fichier des fournisseurs agréés conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 qui indique que « ...,la liste des candidats peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'Autorité Contractante au terme d'un appel public à manifestation d'intérêt initié en début de gestion , et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service »	100%	Nous recommandons au Ministère de mettre en place un fichier des fournisseurs agréés en vertu de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.	<i>Un programme est en cours pour la constitution d'une base de données unique pour le MEN. Des dispositions sont entrain d'être prises pour sa mise en œuvre en 2015</i>
2	La production des rapports trimestriels ne sont pas systématiques. Seuls deux rapports ont été mis à notre disposition un rapport daté du mois de juin et un autre daté du mois d'octobre.	50%	Nous recommandons à la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de produire les rapports trimestriels conformément à l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et fonctionnement de la cellule de passation des marchés.	<i>Nous prenons acte</i>
3	Un défaut de centralisation des marchés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère	100%	Nous recommandons au Ministère de centraliser l'ensemble des marchés passés au niveau de la CPM du Ministère	<i>Les marchés du ministère sont passés au niveau de trois directions différentes. L'exiguïté des locaux abritant la CPM ne concourt pas à la centralisation de l'archivage des marchés. Des instructions ont été données par le ministère pour remédier à ce problème.</i>

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations	Commentaires du MEN
4	<p>Un retard a été noté dans la mise en place de la Commission des Marchés du Ministère de l'Education Nationale. La Commission des Marchés pour la gestion 2012 a été mise en place le 19/01/2012 alors que les copies des actes de nomination des membres doivent être transmises à la DCMF et à l'ARMP au plus tard le 05 janvier conformément à l'article 06 de l'arrêté fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics</p>	100%	<p>Nous recommandons au Ministre de mettre en place la Commission des Marchés avant le 05 janvier et de transmettre les copies des actes à la DCMF et à l'ARMP au plus tard cette date conformément à l'article 06 de l'arrêté fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.</p>	<p><i>Le petit retard est dû à la prise d'actes de remplacement d'un chef de division membre de CM par un autre intervenu en début d'année.</i></p> <p><i>Nous prenons acte.</i></p>
5	<p>Le Ministère de l'Education a passé en 2012 des DRP de petits montants généralement inférieurs à 1 000 000 FCFA, d'où un risque de fractionnement.. C'est l'exemple des marchés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Séminaire reconnaissance-matériel didactiques, fêtes et cérémonies attribué à FALL ENTREPRISE pour un montant de <b>568.480 FCFA TTC ;</b></li> <li>✓ Consommables informatiques attribué à Keur Serigne Touba pour un montant de <b>873.200 FCFA TTC ;</b></li> <li>✓ Fournitures de bureau attribué à Darou Salam pour un montant de <b>874.616 FCFA TTC.</b></li> </ul>	100%	<p>Nous recommandons au Ministère de l'éducation de regrouper les marchés de même nature en favorisant le mode Appel d'Offres.</p>	<p><i>Il existe dans le MEN plusieurs administrateurs de crédits aux budgets assez faibles avec des lignes ne pouvant être exécutées qu'à travers des DRP. IL n'est pas possible d'agréger plusieurs lignes différentes pour en faire un marché.</i></p> <p><i>Chaque administrateur de crédit gère ses fonds de manière autonome.</i></p> <p><i>Aucune intention de fractionnement n'est décelée.</i></p> <p><i>Les DRP que vous avez énumérées sont toutes passées par la Division de l'Enseignement Privé. elles sont de lignes d'imputation différentes</i></p> <p><i>L'appel d'offres ouvert est le mode de passation le plus important au sein du MEN en Nombre et en Volume.</i></p>

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations	Commentaires du MEN
<b>AOO</b>				
1	Le Ministère ne transmet pas les PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du CMP.	100%	Nous recommandons au Ministère de transmettre aux soumissionnaires les PV d'ouverture des offres comme stipulé par l'article 67 du CMP	<i>Les PV d'ouverture des plis sont toujours transmis par E-mail aux soumissionnaires après chaque séance. Nous serons plus diligents dans la transmission.</i>
2	Nous n'avons pas obtenu tous les avis d'attribution provisoire publié en violation de l'article 83 du CMP.	65%	Nous recommandons au Ministère de publier les avis d'attribution provisoire et de les archiver	<i>Les avis sont toujours publiés ; mais un défaut de centralisation nous empêche de les produire à temps voulu. Des dispositions seront prises pour remédier à ce manquement Nous prenons acte</i>
3	Nous n'avons pas obtenu tous les avis d'attribution définitive en violation de l'article 85 du CMP.	65%	Nous recommandons au Ministère de publier les avis d'attribution définitive et de les archiver	<i>Les avis sont toujours publiés ; mais un défaut de centralisation nous empêche de les produire à temps voulu. Des dispositions seront prises pour remédier à ce manquement Nous prenons acte</i>
4	Absence des PV de réception des marchés revus	100%	Nous recommandons au Ministère de faire respecter les délais contractuels des marchés signés et d'archiver l'ensemble des dossiers de marché.	<i>Nous prenons acte</i>
5	Absence des documents de paiement des marchés revus.	100%	Nous recommandons au Ministère d'archiver l'ensemble des dossiers de marchés.	<i>Nous prenons acte</i>

N° d'ordre	Constats	Nombre de constats	Recommandations	Commentaires du MEN
<b>DRP</b>				
1	<p>Les lettres d'invitation obtenues ne sont pas accompagnées de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- formulaire de soumission</li> <li>- projet de contrat</li> <li>- modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires</li> <li>- bordereau de prix</li> </ul> <p>en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 mentionnant que les lettres d'invitation doivent être accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises, d'un bordereau de prix et d'un projet de contrat</p>	100%	<p>Nous recommandons au Ministère de faire accompagner les lettres d'invitation pour les DRP passées un :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- formulaire de soumission</li> <li>- projet de contrat</li> <li>- modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires</li> <li>- bordereau de prix</li> </ul> <p>conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p>	<i>Nous prenons acte</i>
2	<p>Nous n'avons pas reçu le contrat de la DRP « Acquisition de photocopieuses » attribué à STABURO pour un montant de 13.599.500 FCFA TTC</p>	07%	<p>Nous recommandons au Ministère d'archiver l'ensemble des dossiers de marchés conformément au manuel de classement d'archivage validé par l'ARMP</p>	<i>Nous prenons acte</i>
3	<p>Le PV d'ouverture des offres est daté du 30/08/2012 alors que la date limite de dépôt des offres est fixée au 28/09/2012, soit presque un mois avant la date limite de remise des offres.</p>		<p>Nous recommandons au Ministère de procéder à la l'ouverture des offres après la date de remise indiquée dans les lettres d'invitation.</p>	<p><i>C'est une erreur due à la pratique du couper-coller</i></p> <p><i>Nous serons plus vigilants prochainement</i></p>

### 1.3.8 Suivi des recommandations antérieures

N°	Recommandations	Niveau d'application
1	Nous recommandons au Ministère de s'assurer de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats consultés et les matérialiser.	Non appliquée
2	Nous recommandons au Ministère de mentionner dans les lettres d'invitation les noms des candidats consultés conformément à l'article 78 du CMP et de la circulaire N°0004 PM/CAB/CP.	Non appliquée
3	Nous recommandons au Ministère de faire accompagner aux lettres d'invitation adressées aux candidats toutes les pièces requises conformément à l'article 78 du CMP et de la circulaire N°0004 PM/CAB/CP.	Non appliquée
4	Nous recommandons au Ministère d'informer par lettre écrite les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à l'article 78 du CMP et de la circulaire N°0004 PM/CAB/CP.	Non appliquée
5	Nous recommandons au Ministère de veiller au respect des dispositions du CMP.	Non appliquée
6	Nous recommandons au Ministère le respect scrupuleux de la date de remise des offres. Aucune autre offre ne doit être acceptée après cette date.	Non appliquée
7	Nous recommandons au Ministère de veiller à l'existence réelle des candidats consultés pour les marchés lancés.	Non appliquée
8	Nous recommandons de respecter l'article 06 de l'arrêté N° 011588 du 28/12/07 en envoyant les copies des actes de nomination à la DCMP et à l'ARMP avant le 05 janvier.	Non appliquée
9	Nous recommandons au Ministère de mettre en place un fichier des fournisseurs agréés conformément à la circulaire de mise en œuvre des DRP N°0004 PM /CAB/CP.	Non appliquée
10	Nous recommandons de regrouper tous les marchés de même nature et d'utiliser le mode Appel d'Offres si le seuil est atteint. L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe (Article 60).	Non appliquée
11	Nous recommandons à la Cellule de Passation des Marchés de produire les rapports trimestriels conformément à l'arrêté N° 011586 du 28/12/07.	Non appliquée
12	Nous recommandons aux personnes impliquées dans le processus de passation des marchés (membres de la CM et de la CPM) de suivre des formations dans le domaine afin de le maîtriser.	Non appliquée

## **2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT**

### **2.1 Rappel des termes de références**

#### **2.1.1 Contexte de la mission**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence.

## 2.1.2 Objectifs de la mission

### 2.1.2.1 Objectif principal

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées à l'annexe 1, ci-joint, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

### 2.1.2.2 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de

gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale,
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ✚ recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

En fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de l'une des institutions.

### 2.1.3 Périmètre de la mission

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ La vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ En fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques



d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

## **2.2 Méthodologie de mise en œuvre**

### **2.2.1 Approche contradictoire**

Ce type de mission requiert la pleine collaboration des Autorités Contractantes, et à ce titre il a été planifié une réunion de démarrage de la mission ou prise de contact avec chaque Autorité Contractante. Au cours des réunions tenues, notre équipe :

- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante avait bien reçu et pris connaissance des correspondances de l'ARMP (en date du 17 janvier 2014) relative au démarrage de la mission et à l'indication du Cabinet devant l'effectuer,
- ✚ s'est assurée que chaque Autorité Contractante disposait bien des termes de référence de la mission et a fait un rappel sur les modalités de déroulement de la mission et l'importance de la mise à disposition des éléments requis,
- ✚ a rappelé le périmètre de la mission et ses nouveautés par rapport à la revue de l'année précédente : démarrage du contrôle physique simultanément au contrôle documentaire, le cas échéant
- ✚ a insisté sur le partage préalable des résultats de la revue avant la production du rapport provisoire,
- ✚ a rappelé l'importance pour les AC de communiquer ses observations sur le rapport provisoire dans la semaine suivant sa réception,
- ✚ a précisé d'accord partie avec l'AC le calendrier des travaux de terrain et les conditions logistiques y afférentes,
- ✚ a sollicité les documents suivants :
  - Plan de passation des marchés ;
  - Liste des marchés passés ;
  - Balance générale des comptes ou état d'exécution budgétaire détaillé de 2012 ;
  - Grand livres des comptes et tableau de passation 2012 ;
  - Cycle passation et organisation du manuel des procédures en vigueur ;
  - Note sur l'évolution institutionnelle de l'AC le cas échéant ;
  - Rapport d'activités transmis à l'ARMP le cas échéant avant la fin du troisième trimestre.

## 2.2.2 Synthèse des phases et étapes de notre intervention

Notre intervention comprenait **cinq (05) phases** clés tenant compte des finalités poursuivies par la mission. Ces cinq (05) phases clés sont composées d'activités pouvant pour certaines d'entre elles être simultanées.

1. **Cadrage général de la mission ;**
2. **Revue des marchés ;**
3. **Contrôle d'exécution physique ;**
4. **Rapports et restitutions aux AC ;**
5. **Formation.**

PHASE	INTITULE PHASE	N° ACTIVITE	INTITULE ACTIVITE
<b>1</b>	<b>PHASE DE CADRAGE GENERAL DE LA MISSION</b>		
		1.1	Confirmation de notre démarche avec l'ARMP
		1.2	Contact des Responsables des Cellules de Passation de Marchés de chaque Autorité Contractante et obtention des listes de marchés et DRP
		1.3	Détermination des échantillonnages
<b>2</b>	<b>REVUE DES MARCHES</b>		
		2.1	Prise de connaissance des Autorités Contractantes et revue de leur organisation
		2.2	Analyse des pratiques courantes et revue du système de contrôle interne
		2.3	Travaux d'audit
<b>3</b>	<b>CONTROLE D'EXECUTION PHYSIQUE</b>		
		3.1	Confirmation des marchés à contrôler et planification
		3.2	Travaux de contrôle d'exécution physique
		3.3	Rapport de contrôle d'exécution physique
<b>4</b>	<b>RAPPORTS ET RESTITUTIONS AUX AC</b>		
		4.1	Rapports
		4.2	Présentation des rapports provisoires
		4.3	Ajustements et production des rapports finaux de la phase d'audit du processus de passation et des rapports de synthèse
<b>5</b>	<b>FORMATION</b>		
		5.1	Programmation et conception des modules de formation
		5.2	Délivrance de la formation et compte-rendu

## **2.3 Description des travaux d'audit**

### **2.3.1 Audit de la passation des marchés**





Dans le cadre de l'audit de la passation des marchés, nous avons effectué les travaux présentés ci-dessous :

#### **2.3.1.1 Revue des textes**

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante.

#### **2.3.1.2 Analyse de l'environnement de la passation des marchés**

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie pour apprécier la capacité de la structure à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

-  analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du CMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
-  évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
-  contrôle de la régularité des dépenses ;
-  revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

### 2.3.1.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés.







- ✚ rapprochement du plan de passation des marchés obtenu du Ministère de l'Education Nationale avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics ;
- ✚ rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés ;
- ✚ rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics ;
- ✚ contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire ;
- ✚ contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, les comptes de charges et d'immobilisation pour s'assurer de la réalité, de l'exactitude et de l'exhaustivité des marchés ;
- ✚ sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés ;
- ✚ contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- ✚ à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation ;
- ✚ au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats ;
- ✚ à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes ;
- ✚ au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels ;
- ✚ au contenu des dossiers d'appel à candidatures ;
- ✚ au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner ;
- ✚ au respect des délais de préparation des offres ;
- ✚ au respect des délais de passation des marchés ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation technique des offres ;
- ✚ au contenu des rapports d'évaluation financière des offres ;
- ✚ au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire ;
- ✚ à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable ;
- ✚ au contenu des lettres de notification ;
- ✚ à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis ;
- ✚ à l'information des soumissionnaires non retenus ;
- ✚ au respect des délais d'exécution des marchés ;
- ✚ à la réception effective des biens et services.

## **2.3.2 Audit de l'exécution financière des marchés**

Nos travaux ont consisté essentiellement à vérifier :

-  le respect de l'application des clauses de pénalités ;
-  le contenu des contrats et le respect des dispositions relatives au paiement ;
-  le recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution) ;
-  la conformité aux modèles fournis dans les DAC et la durée de validité ;
-  la vérification de l'habilitation par le Ministère de l'Education Nationale des organismes qui délivrent les garanties ;
-  les paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles.

## **2.3.3 Audit technique**

Le contrôle physique des marchés du Ministère de L'Education Nationale fait l'objet d'un rapport séparé.

## **2.4 Constitution de l'échantillon d'audit**

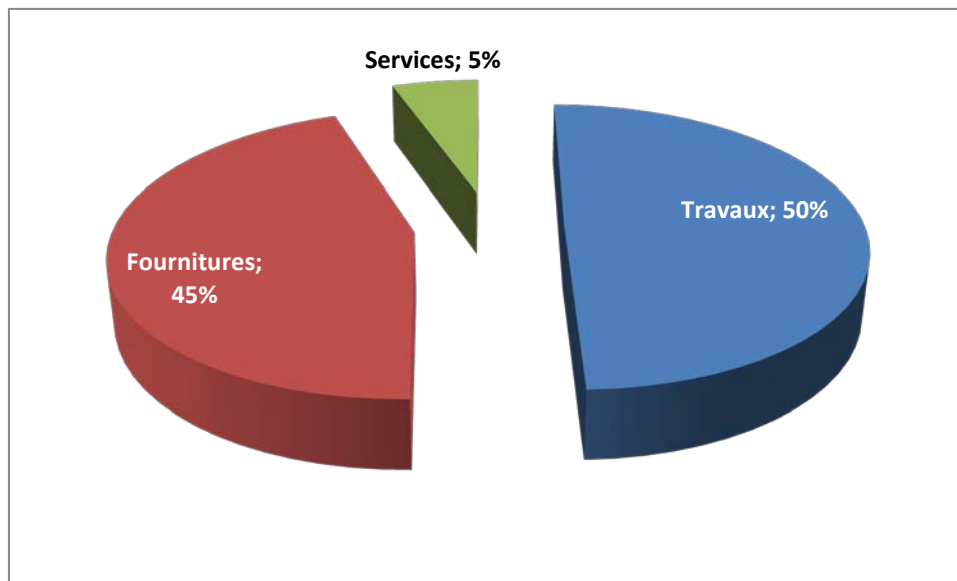
### **2.4.1 Échantillon pour les aspects liés à la passation**

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous demandé la liste des marchés exécutés en 2012 par le Ministère de l'Education Nationale. Cette liste est constituée de 31 AOO pour un montant de 12 281 568 346 TTC de 06 Avenants d'un montant de 234 057 155 TTC d'un (01) AOR d'un montant de 32 143 825 TTC, de 02 Ententes Directes pour un montant de 375 928 900 TTC et de 14 DRP d'un montant de 39 947 605 TTC ;

Pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés nous avons revu :

- 15 AOO pour un montant de 6 408 255 306 TTC, soit 52% en valeur ;
- 03 Avenants pour un montant de 145 353 865 TTC, soit 62% en valeur ;
- 01 AOR pour un montant de 32 143 825 TTC, soit 62% en valeur ;
- 02 ententes directes pour un montant 375 928 900 TTC, soit 100% en valeur ;
- 14 DRP pour un montant de 39 947 605 TTC soit 100% en valeur.

La répartition de cet échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon sélectionné comprend :

- ✚ 50% des marchés de travaux pour un montant de 3 473 461 587 TTC ;
- ✚ 45% de marchés relatifs à l'acquisition de fournitures pour un montant de 3 145 100 981 TTC FCFA ;
- ✚ 5% de marchés relatifs à l'acquisition de services pour un montant de 383 066 933 TTC F CFA.

#### 2.4.2 Échantillon pour l'audit technique

Les marchés du Ministère de l'Education Nationale ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validé avec l'ARMP.




## 3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

### 3.1 Rappels




#### 3.1.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

##### 3.1.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal




Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.



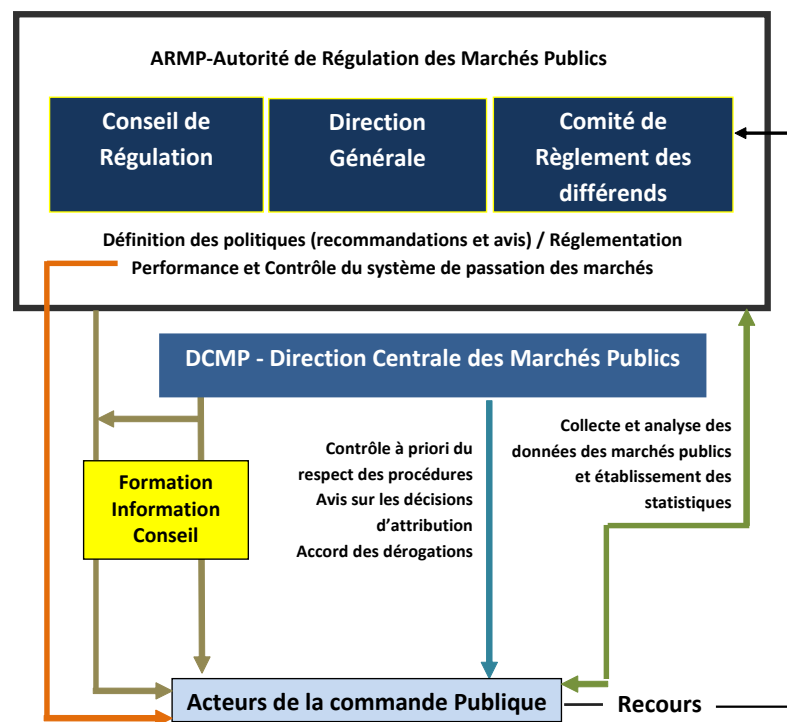
### 3.1.1.2 Dispositif institutionnel actuel

Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) nouvelles structures dont la création met fin à l'existence de la Commission Nationale des Contrats de l'Administration (CNCA) et du Bureau des Marchés du Ministère de l'Économie et des Finances :

- ✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP ;
- ✚ la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP ;

dont les rôles clés sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



### **3.1.2 Principes**

#### **3.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)**

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

#### **3.1.2.2 Durée des marchés (article 14 du CMP)**

La durée d'un marché est fixée en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique. Elle ne peut être en principe supérieure à un an, sauf dans les conditions fixées à l'alinéa 2 de l'article 14 du CMP et dans le cadre de marchés à commande et de clientèle, conformément aux dispositions du chapitre VI du Titre II du CMP.

### 3.1.2.3 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN <sup>1</sup> / SA <sup>2</sup> à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

### 3.1.2.4 Contrôle à priori de la passation des marchés (arrêté n° 012785 pris en application de l'article 140 du CMP)

La Direction chargée du contrôle des marchés publics assure le contrôle a priori des procédures de passation de marchés. A ce titre, la Direction chargée du contrôle des marchés publics :

- ✚ émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant :
  - les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles, quel que soit le montant ;
  - les marchés que l'autorité contractante souhaite passer par appel d'offres restreint ou par entente directe ;
  - les marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par arrêté du Ministre chargé des Finances ;
  - les conventions de délégation de service public et les contrats de partenariat ;
  - les avenants aux marchés ci-dessus ou qui ont pour effet de porter le montant du marché au montant du seuil d'examen du dossier ;
- ✚ émet un avis sur le rapport d'analyse comparative des offres ou propositions et sur le procès-verbal d'attribution provisoire du marché établis par la commission des marchés, relatifs aux marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils fixés par arrêté du Premier Ministre ;
- ✚ effectue un examen juridique et technique avant leur approbation des projets de marchés pour lesquels elle a indiqué souhaiter faire un tel contrôle lors de l'examen du dossier d'appel à la concurrence ou qui répondent aux conditions de nature et de montants fixés par arrêté du Premier Ministre.

La Direction chargée du contrôle des marchés publics peut également donner un avis sur les dossiers que lui soumettent spontanément les autorités contractantes

<sup>1</sup> Sociétés Nationales

<sup>2</sup> Sociétés Anonymes

### **3.1.2.5 Signature des marchés (articles 27, 28 du CMP)**

La procédure de passation du marché est conduite par la personne responsable du marché, qui est habilitée à signer le marché au nom de l'autorité contractante. Les marchés conclus par une personne non habilitée à cet effet sont nuls et de nullité absolue.

L'autorité contractante peut désigner d'autres personnes responsables des marchés, en précisant les catégories et les montants des marchés pour lesquels celles-ci disposent des compétences de personnes responsables de marchés.

Les personnes responsables des marchés chez les différentes autorités contractantes sont respectivement :


- Pour les marchés de l'Etat et dans chaque département ministériel: le Ministre chargé du département concerné, qui est responsable des marchés passés par les services centraux, des marchés passés dans la Région de Dakar et des marchés des agences ou organismes non dotés de la personnalité morale relevant de son département;
- Pour les marchés de l'Etat passés dans les régions autres que la Région de Dakar : le Gouverneur de région.
- Pour les marchés des collectivités locales : les présidents de conseil régional, les maires et les présidents de conseil rural ou leurs représentants dûment habilités, sont responsables respectivement des marchés à passer par les régions, les communes et les communautés rurales.
- Pour les marchés des établissements publics, agences et autres organismes ayant la personnalité morale, visés à l'article 2.1 d) du présent décret : l'organe exécutif désigné conformément aux règles qui leur sont applicables.
- Pour les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire, le directeur général, quel qu'en soit le montant.

### 3.1.2.6 Approbation des marchés (article 29 du CMP)


L'acte d'approbation, matérialisé par la signature de l'autorité compétente à ce titre, est la formalité administrative nécessaire pour donner effet au marché public.

Dans tous les cas, les fonctions d'autorité signataire et d'autorité approbatrice ne peuvent être cumulées.

Les autorités compétentes pour l'approbation des marchés sont présentées dans les tableaux qui suivent :

 pour les marchés des administrations centrales de l'Etat :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)	
Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Marché $\geq$ 100 000 000	Ministre chargé des finances
100 000 000 > marché $\geq$ 50 000 000	Ministre dépensier
Marché < 50 000 000	- Ministre dépensier pour la région de Dakar
	- Gouverneur de région excepté Dakar

 pour les marchés des collectivités locales :

Les marchés des collectivités locales dont les montants sont indiqués dans le tableau ci-dessous sont approuvés par le représentant de l'Etat :

SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)		
Caractéristiques	Montant du marché	Autorité chargée de l'approbation
Toutes les régions (Conseils régionaux)	marché $\geq$ 100 000 000	Gouverneur de région
- Villes de la région de DAKAR - Communes chef-lieux de région - Communes d'un budget $\geq$ 300 000 000	marché $\geq$ 50 000 000	Préfet
Autres communes	marché $\geq$ 15 000 000	Préfet
Communautés rurales	marché $\geq$ 15 000 000	Sous-préfet

Les marchés d'un montant inférieur aux seuils fixés au présent alinéa ne sont pas soumis à la formalité d'approbation.

- ✚ Les marchés des établissements publics, agences et autres organismes dotés de la personnalité morale :

<b>SEUILS D'APPROBATION DES MARCHES en F CFA (TTC)</b>	
<b>Montant du marché</b>	<b>Autorité chargée de l'approbation</b>
Marché $\geq$ 150 000 000	Ministre chargé des finances
150 000 000 > marché $\geq$ 50 000 000	Président du Conseil d'Administration
Marché < 50 000 000	Directeur de l'établissement

En cas d'avenant, le montant à prendre en considération est constitué par le cumul du montant initial du marché et du montant des avenants.

Lorsque l'avenant a pour effet de faire passer le montant du marché en dessous du seuil pour lequel l'autorité approbatrice a compétence, celle-ci reste compétente.

### 3.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP)
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

### **3.1.4 Cas particulier des marchés passés par entente directe**


#### **3.1.4.1 Rappels**

##### **Article 76 du CMP 2011 :**


Les marchés sont dits par "entente directe" lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions qui lui paraissent utiles avec les candidats et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.

##### **Article 76 du CMP 2011 :**

Il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après :

 autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- b) pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres et que le marché complémentaire ne porte que sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initial conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

 avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) Pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige.

Sont considérés comme secrets :

- les marchés de fournitures, services et travaux passés pour assurer les besoins de la défense nationale et concernant :
  - Les marchés de fournitures et de services qui ont pour objet la conception, l'essai, l'expérimentation, la réalisation, l'acquisition, le maintien opérationnel, l'utilisation ou la destruction des armes, munitions et matériels de guerre ;
  - Les marchés de fournitures qui ont pour objet la réalisation de démonstrateurs ou de prototypes d'armes, munitions ou matériels de guerre ;
  - Les marchés de fournitures qui ont pour objet les composants, les outillages, les consommables et les moyens d'évaluation et d'essais, spécifiquement conçus pour la fabrication, l'emploi ou le maintien en condition opérationnelle des armes, munitions et matériels de guerre ou l'emploi des armes, munitions et matériels de guerre ou concourant à leur efficacité militaire ;

- Les marchés de service qui présentent un lien direct avec la stratégie militaire ou l'emploi des armes et qui ont pour objet soit les études exploratoires et les études technico-opérationnelles relatives aux équipements futurs, les études biologiques, médicales, hydrographiques, soit les études prospectives ;
- Les marchés de travaux directement liés à la réalisation, l'emploi, le maintien en condition opérationnelle et l'évaluation des armes, munitions et matériels de guerre ;
- les marchés portant sur des fournitures, services et travaux :
  - destinés à des fins de défense civile. Ces marchés portent sur des prestations visant à assurer l'ordre public, la protection matérielle et morale des personnes et la sauvegarde des installations et ressources d'intérêt général ainsi que l'appui au maintien ou au rétablissement de la liberté d'action des autorités militaires sur l'ensemble du territoire ;
  - relatifs à la sécurité nationale passés en vue de prévenir une menace, notamment terroriste, et plus généralement de prestataires, qui du fait de leurs prestations, accèdent à des informations ou domaines sensibles dont la divulgation pourrait porter atteinte à la sécurité et la sûreté de l'Etat et à son potentiel scientifique et économique. Relèvent notamment de ces marchés, les travaux qui doivent être exécutés dans l'espace présidentiel particulièrement au Cabinet du Président de la République, au Palais de la République et ses annexes.
  - les marchés passés en vertu d'un accord international relatif à la participation des troupes sénégalaises à des opérations de maintien de la paix ;
  - Les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieurs à l'autorité, n'est pas compatible avec les délais et règles de forme exigés par la procédure d'appel ouvert ou restreint ;

c) les marchés passés dans le cadre des mesures de mobilisation générale et de mise en garde.

Pour les marchés visés aux paragraphes b) et c), l'organe chargé du contrôle des marchés publics en avise dans les vingt quatre heures. Ce délai passé, pour poursuivre la procédure, l'autorité contractante doit s'en référer au Premier Ministre qui décide de la continuation ou non de la procédure.

Dans tous les cas, en cas d'avis négatif émis par la DCMP, l'autorité contractante, qui en informe le Premier Ministre, ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends près l'Organe chargé de la régulation des marchés publics d'une requête motivée, accompagnée de l'avis contesté dont copie est transmise au Premier Ministre.

Le Premier Ministre peut certifier par notification écrite à l'Organe chargé de la régulation des marchés publics et à celui chargé du contrôle des marchés publics que, pour des raisons tenant aux circonstances exceptionnelles du cas concerné impliquant des motifs impérieux d'intérêt général, l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.



### 3.1.4.2 Constats

Nous n'avons pas obtenu le PV de réception du marché : Fourniture d'imprimés spéciaux pour les examens et concours attribué à AVITECH IMPRESSION pour un montant de 47 928 900 FCFA passé selon le mode Entente Directe.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

#### DRP

##### **Article 78.2 du CMP 2011 :**





L'autorité contractante sollicite simultanément par écrit des prix auprès d'au moins cinq entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible

L'autorité contractante choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché.





##### ***Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.***

La lettre d'invitation, adressée simultanément aux fournisseurs à consulter, doit obligatoirement inclure les noms des candidats consultés (5 au moins, conformément à l'article 77 du CMP 2007/78 du CMP 2011). Les délais prescrits pour la remise des offres et l'exécution des prestations doivent être raisonnables et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.

Pour les travaux, fournitures et services dont la valeur TTC est supérieure aux seuils fixés par l'arrêté n° 11585 du 28 décembre 2007 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et n'atteint pas ceux définis à l'article 53 du CMP, la saisine des candidats présélectionnés doit se faire par une lettre d'invitation précisant au minimum :

-  l'objet de la consultation ;
-  la description concise des prestations ;
-  les spécifications techniques requises ;
-  les délais de remise des offres et délais d'exécution.

Elle doit également être accompagnée :

-  d'un formulaire de soumission ;
-  d'un modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires mentionnant s'il y'a lieu les qualifications minimales requises ;
-  d'un bordereau de prix ;
-  et d'un projet de contrat.

Les modalités de publicité pour la présélection des candidats sont libres. Toutefois, la liste des candidats présélectionnés peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'autorité contractante au terme d'un appel à manifestations d'intérêt initié en début de gestion, et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service.

### **3.1 Constats relatifs au dispositif des marchés publics**

#### **3.1.1 Responsabilité des MO et MOD**

##### **3.1.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM**

Les cellules de passation de marchés des autorités contractantes, visées à l'article 35 du Code des Marchés publics, sont chargées de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement des commissions des marchés des autorités contractantes.

La CPM du Ministère de l'Education Nationale est responsable des activités suivantes :

- ✚ l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- ✚ l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- ✚ l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- ✚ le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services;
- ✚ l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- ✚ l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés publics ;
- ✚ l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- ✚ la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés;
- ✚ l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés;
- ✚ la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- ✚ l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics;
- ✚ la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit ou d'inspection des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés publics;
- ✚ l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des Marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;
- ✚ l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle a priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente.

##### **3.1.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence**




Pour la gestion 2012, nous avons obtenu certains diplômes ou attestations de formation des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de l'Education Nationale.

### 3.1.2 Exercice des contrôles

#### 3.1.2.1 Rappels

**Article 139 :**





Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle des dépenses publiques respectivement applicables aux autorités contractantes, le contrôle des marchés publics est assuré par :

-  la Direction chargée du contrôle des marchés publics qui est chargée de contrôler a priori la passation des marchés ;
-  les organes de contrôle interne existant au sein de l'autorité contractante qui effectuent un contrôle a posteriori dans des conditions fixées par chaque autorité contractante.
-  l'Organe chargé de la régulation des marchés publics qui effectue un contrôle a posteriori.

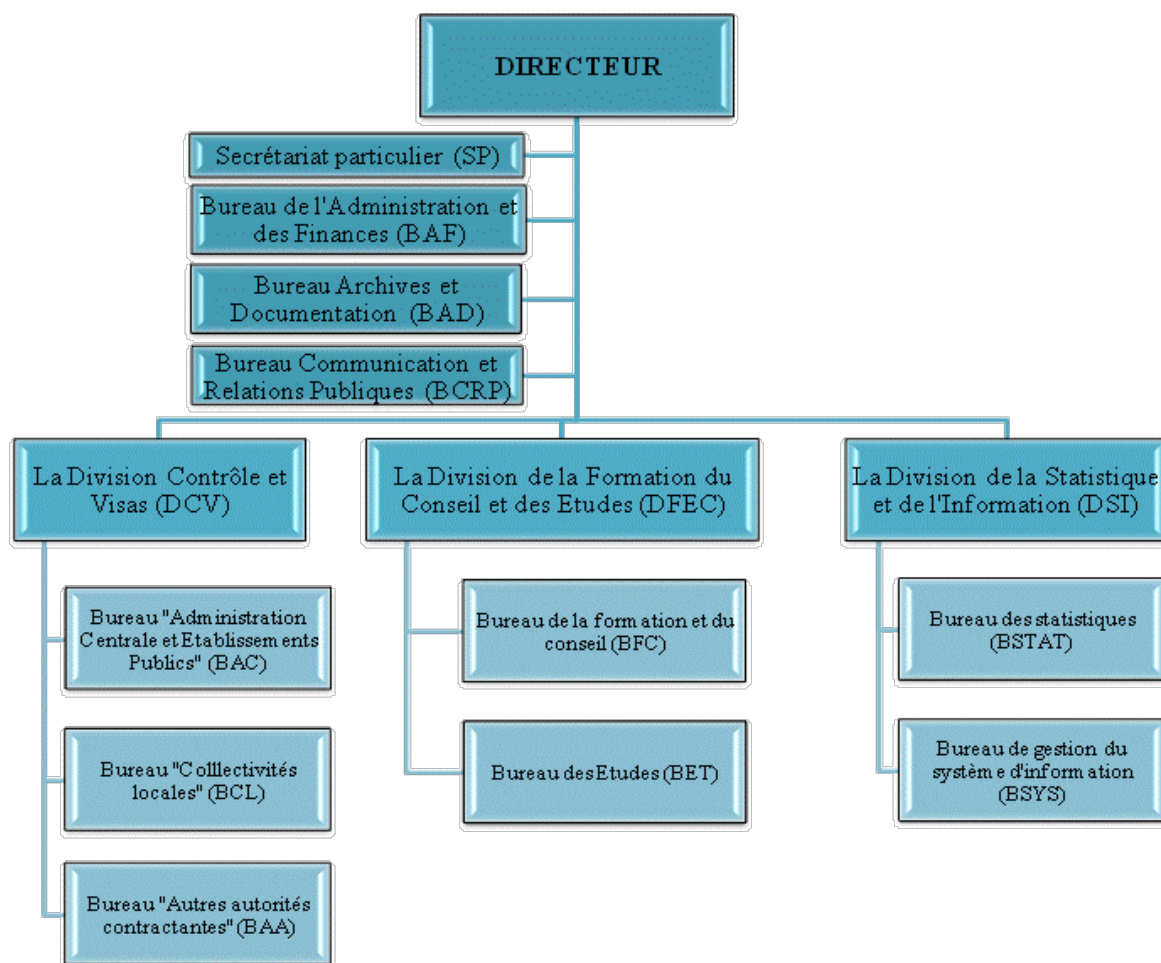
#### 3.1.2.2 Exercice des contrôles

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

-  d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
-  d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
-  d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
-  de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système intentionnel de la passation des marchés.

Soulignons par ailleurs, que les Commissions de Marchés et Cellules de Passation des Marchés jouent elles aussi un rôle important dans le respect de la conformité du processus.







### 3.1.2.3 Fonctionnement de la Commission des Marchés

Rappelons ici que le CMP prévoit en sa section 4 la mise en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés et, une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des finances après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics.

### **3.1.3 Rappel relatif à la régulation**

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de services publics. Cette mission de régulation a pour objet :

-  d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation en matière de marchés publics et de délégations de service public ;
-  de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public ;
-  d'exécuter des enquêtes ;
-  de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants ;
-  de sanctionner les irrégularités constatées ;
-  de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés publics et des délégations de service public, ou de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de leur exécution.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction Générale.

## 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

### 4.1 Constats généraux

#### 4.1.1 Constats de carence documentaire

##### 4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation

Concernant le dispositif des marchés publics mis en place au niveau du Ministère de l'Education Nationale pour la gestion 2012, nous avons relevé les points ci-dessous :

#### c) Pour la Cellule de Passation de Marchés :

- ✚ La cellule n'a pas mis en place le fichier des fournisseurs agréés conformément à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 qui stipule que « ...,la liste des candidats peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'Autorité Contractante au terme d'un appel public à manifestation d'intérêt initié en début de gestion , et mis à jour périodiquement en fonction des nécessités de service » ;
- ✚ La cellule n'a pas produit les rapports trimestriels en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui mentionne que la cellule établit de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP ;
- ✚ Un défaut de centralisation des marchés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère ;

#### d) Pour la Commission des Marchés :

- ✚ Un retard a été noté dans la mise en place de la Commission des Marchés du Ministère de l'Education Nationale. La Commission des Marchés pour la gestion 2012 a été mise en place le 19/01/2012 alors que les copies des actes de nomination des membres doivent être transmises à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 05 janvier conformément à l'article 06 de l'arrêté fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics ;

##### 4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière

Concernant l'exécution financière, nous n'avons pas obtenu les documents de paiement par conséquent nous ne pouvons pas nous prononcer dessus.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

## **4.1.2 Fractionnements potentiels**

### **4.1.2.1 Rappels**

#### **Article 54.5 du CMP :**

Les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du CMP.

### **4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels**

Le Ministère de l'Education a passé en 2012 des DRP de petits montants généralement inférieurs à 1 000 000 FCFA, d'où un risque de fractionnement.

C'est l'exemple des marchés ci-dessous :

- ✓ Séminaire reconnaissance-matériel didactiques , fêtes et cérémonies attribué à FALL ENTREPRISE pour un montant de **568.480 FCFA TTC ;**
- ✓ Consommables informatiques attribué à Keur Serigne Touba pour un montant de **873.200 FCFA TTC ;**
- ✓ Fournitures de bureau attribué à Darou Salam pour un montant de **874.616 FCFA TTC.**

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

## **4.2 Audit de la passation des marchés**

### **4.2.1 Dossiers de marché**

#### **4.2.1.1 Rappels**

##### ***Appel d'Offres Ouvert***

##### ***Article 58 du CMP :***

Le dossier d'appel à la concurrence contient la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats selon la procédure choisie, à savoir:

- a) les pièces relatives aux conditions de l'appel à la concurrence : la référence à l'avis d'appel d'offres ou à l'avis d'appel à candidatures, ou la lettre de consultation, ainsi que le règlement de la procédure, sauf si les informations figurant dans l'avis d'appel à la concurrence sont suffisantes eu égard à la procédure et au marché concernés ;
- b) les pièces constitutives du futur marché, notamment : projet, date de soumission, cahier des prescriptions spéciales, cahier des clauses administratives générales, cahier des clauses techniques générales, autres pièces requises en fonction de l'objet du marché ;
- c) des informations communiquées par l'autorité contractante à titre indicatif en vue de faciliter l'établissement de leurs offres par les candidats, qui ne sont pas des pièces constitutives du marché.

Les projets de dossiers d'appel à la concurrence concernant les marchés répondant aux conditions de montant ou d'objet fixées par Arrêté du Ministre chargé des Finances sont soumis à la Direction chargée du Contrôle des Marchés Publics, conformément aux dispositions du Titre VI du présent décret.

Le dossier d'appel à la concurrence est remis aux candidats gratuitement ou à des conditions financières stipulées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans la lettre de consultation.



Lorsque le dossier d'appel à la concurrence n'est pas remis gratuitement, ces conditions financières doivent être fixées de façon à ne pas dépasser les frais engagés pour le reproduire et le remettre aux candidats. Toutefois, dans ce dernier cas, un exemplaire du dossier devra être disponible pour être consulté gratuitement sur place par les candidats qui le souhaitent.

##### ***Demande de renseignement et de Prix***

##### ***Article 78 du CMP :***

L'autorité contractante peut ne pas recourir à une des procédures d'appel d'offres prévues par le Chapitre 4 du titre II pour les travaux, fournitures ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP. La procédure de demande de renseignements et de prix doit alors être utilisée.

Dans ce cas, sous réserve de l'application d'autres procédures spécifiques ou de règles prévues par d'autres dispositions législatives ou réglementaires, l'autorité contractante :

-  choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché ;
-  sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible ;



- ✚ doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ;
- ✚ attribue le marché au candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins disante et rédige un procès-verbal d'attribution et informe les candidats dont les offres n'auront pas été retenues.

Les marchés concernés donnent lieu :

- a) à des contrats écrits de forme libre. Par dérogation, les commandes répondant à des conditions de montant et de nature spécifiées par arrêté du Ministre chargé des Finances peuvent être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- b) à publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils fixés par l'arrêté visé au paragraphe précédent ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché.

#### **4.2.1.2 Constats**

##### **AOO**

Nous n'avons pas obtenu le DAO du marché Fourniture d'équipement de 25 collèges du FAST TRACK dans les régions de Dakar, Diourbel, Fatick attribué en Quatre lots distinct.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

##### **DRP**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant les dossiers des DRP du Ministère de l'Education Nationale.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

## **4.2.2 Invitation des candidats**

### **4.2.2.1 Constats**

#### **AOO**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant les invitations.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

#### **DRP**

Les lettres d'invitation obtenues ne sont pas accompagnées de :

- formulaire de soumission
- projet de contrat
- modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires
- bordereau de prix

en violation de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 mentionnant que les lettres d'invitation doivent être accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu les qualifications minimales requises, d'un bordereau de prix et d'un projet de contrat.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

## **4.2.3 Réception et dépouillement des offres**

### **4.2.3.1 Constats**

#### **AOO**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant la réception et le dépouillement des offres.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

#### **DRP**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant la réception et le dépouillement des offres.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

## **4.2.4 Evaluation des offres et attribution des marchés**

### **4.2.4.1 Constats relatifs à l'évaluation**

#### **AOO**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'évaluation des offres.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

#### **DRP**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'évaluation des offres.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

### **4.2.4.2 Constats relatifs à l'Attribution**

#### **AOO**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'attribution des marchés.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

#### **DRP**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'attribution des marchés.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

## **4.2.5 Cas particulier des marchés passés par entente directe**

### **4.2.5.1 Rappels**

#### **Article 76 du CMP :**

Les marchés sont passés par entente directe lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions avec un ou plusieurs opérateurs économiques et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.

Un marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle des prix spécifiques durant l'exécution des prestations.

Il ne peut être passé de marchés par entente directe qu'après :

1. autorisation de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- b) pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres et que le marché complémentaire ne porte que sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initial conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

2. avis de la Direction chargée du contrôle des marchés publics dans les cas suivants :

- a) Pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige.

Sont considérés comme secrets :

- i. les marchés de fournitures, services et travaux passés pour assurer les besoins de la défense nationale et concernant :
  - Les marchés de fournitures et de services qui ont pour objet la conception, l'essai, l'expérimentation, la réalisation, l'acquisition, le maintien opérationnel, l'utilisation ou la destruction des armes, munitions et matériels de guerre ;
  - Les marchés de fournitures qui ont pour objet la réalisation de démonstrateurs ou de prototypes d'armes, munitions ou matériels de guerre ;
  - Les marchés de fournitures qui ont pour objet les composants, les outillages, les consommables et les moyens d'évaluation et d'essais, spécifiquement conçus pour la fabrication, l'emploi ou le maintien en condition opérationnelle des armes, munitions et matériels de guerre ou l'emploi des armes, munitions et matériels de guerre ou concourant à leur efficacité militaire ;
  - Les marchés de service qui présentent un lien direct avec la stratégie militaire ou l'emploi des armes et qui ont pour objet soit les études exploratoires et les études technico-opérationnelles relatives aux équipements futurs, les études biologiques, médicales, hydrographiques, soit les études prospectives ;
  - Les marchés de travaux directement liés à la réalisation, l'emploi, le maintien en condition opérationnelle et l'évaluation des armes, munitions et matériels de guerre ;
- ii. les marchés portant sur des fournitures, services et travaux :
  - destinés à des fins de défense civile. Ces marchés portent sur des prestations visant à assurer l'ordre public, la protection matérielle et morale des personnes et la sauvegarde des installations et ressources d'intérêt général ainsi que l'appui au maintien ou au rétablissement de la liberté d'action des autorités militaires sur l'ensemble du territoire ;

- relatifs à la sécurité nationale passés en vue de prévenir une menace, notamment terroriste, et plus généralement de prestataires, qui du fait de leurs prestations, accèdent à des informations ou domaines sensibles dont la divulgation pourrait porter atteinte à la sécurité et la sûreté de l'Etat et à son potentiel scientifique et économique. Relèvent notamment de ces marchés, les travaux qui doivent être exécutés dans l'espace présidentiel particulièrement au Cabinet du Président de la République, au Palais de la République et ses annexes.
- les marchés passés en vertu d'un accord international relatif à la participation des troupes sénégalaises à des opérations de maintien de la paix ;
- b) Les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse, résultant de circonstances imprévisibles, irrésistibles et extérieurs à l'autorité, n'est pas compatible avec les délais et règles de forme exigés par la procédure d'appel ouvert ou restreint ;
- c) les marchés passés dans le cadre des mesures de mobilisation générale et de mise en garde.

Pour les marchés visés aux paragraphes b) et c), l'organe chargé du contrôle des marchés publics en avise dans les vingt quatre heures. Ce délai passé, pour poursuivre la procédure, l'autorité contractante doit s'en référer au Premier Ministre qui décide de la continuation ou non de la procédure.

Dans tous les cas, en cas d'avis négatif émis par la DCMP, l'autorité contractante, qui en informe le Premier Ministre, ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends près l'Organe chargé de la régulation des marchés publics d'une requête motivée, accompagnée de l'avis contesté dont copie est transmise au Premier Ministre.

Le Premier Ministre peut certifier par notification écrite à l'Organe chargé de la régulation des marchés publics et à celui chargé du contrôle des marchés publics que, pour des raisons tenant aux circonstances exceptionnelles du cas concerné impliquant des motifs impérieux d'intérêt général, l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement.

#### **4.2.5.2 Commentaires**

Nous n'avons pas de commentaire particulier concernant les marchés passé par entente directe.

### **4.2.6 Délais de passation des marchés**

#### **4.2.6.1 Rappels**

##### ***Article 63 du CMP***

En fixant les délais de réception des offres et des demandes de participation, l'autorité contractante tient compte en particulier de la complexité du marché et du temps nécessaire pour préparer les offres, sans préjudice des délais minimaux fixés par le présent article.

Dans les procédures d'appels d'offres ouverts, avec ou sans qualification, ou d'appels d'offres restreints, le délai minimal de dépôt des offres ou des candidatures est de 30 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel à la concurrence, dans le cas d'appels d'offres nationaux. Ce délai est de 45 jours calendaires dans le cas d'appels d'offres internationaux et de marchés dont les montants estimés sont supérieurs aux seuils communautaires définis par l'UEMOA.

Dans les procédures d'appels d'offres en deux étapes, le délai minimal de réception des candidatures ou des demandes de participation est de 45 jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel à candidatures.

Une réduction de cinq jours maximum des délais de réception des offres, des candidatures ou demandes de participation est possible lorsque l'autorité contractante offre, par moyen électronique et à compter de la publication de l'avis, l'accès libre, direct et complet au dossier d'appel à la concurrence et à tout document complémentaire, en indiquant dans le texte de l'avis l'adresse Internet à laquelle ces documents peuvent être consultés, sous réserve que ce mode d'accès aux informations réponde aux conditions mentionnées à l'article 57.3 du CMP et compatibles avec la consistance de la commande envisagée.

#### **4.2.6.2 Constats**

***Pour les AOO :***

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant les délais.  
Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

***Pour les DRP :***

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant les délais.  
Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

### **4.3 Audit de l'exécution financière**

#### **4.3.1 Consistance des travaux d'audit du volet financier**

##### **4.3.1.1 Concernant l'engagement**

Pour chaque marché sélectionné, nous avons vérifié l'existence d'un Bon d'Engagement signé par le DAGE, visé par le COF et l'ordonnateur délégué.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

##### **4.3.1.2 Concernant le contrôle de la certification et du service fait**

Nous avons vérifié l'existence d'un procès verbal de réception, d'un bon de livraison ou d'un certificat administratif attestant que les travaux ou services ont été réalisés.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

##### **4.3.1.3 Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses**

Pour chaque marché sélectionné, nous avons vérifié l'existence :

1. de la facture définitive ;
2. de la copie du moyen de paiement (chèque) déchargé par le fournisseur ou le prestataire ;

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

##### **4.3.1.4 Limites de l'audit de l'exécution financière**

Nous n'avons pas obtenu le SIGFIP pour l'année budgétaire 2012.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

#### **4.3.2 Constats d'audit sur le volet d'exécution financière**

##### **4.3.2.1 Production et gestion des garanties contractuelles**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant la production et la gestion des garanties contractuelles.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

##### **4.3.2.2 Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant l'engagement et la liquidation des marchés.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

##### **4.3.2.3 Réception et paiement des prestations**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers concernant la réception et le paiement des prestations.

Toutes les autres observations relevées sont mentionnées au point 1.3.

#### **4.4 Audit de l'exécution physique**

Les marchés du Ministère de l'Education Nationale ne figurent pas dans l'échantillon faisant l'objet de contrôles physiques validés avec l'ARMP.



## 4. ANNEXE : LISTE DES MARCHES CONTROLES

### 4.1 Liste des AOO

N°	Intitulé du marché	Attributaire	Montant
1	« la Construction de 129 salles de classe, 32 blocs d'hygiène et d'un collège de proximité dans les régions de Dakar, de Thiès et de Saint-Louis»	BF Trading& Services	231 919 981
		ENTREPRISE EL HADJI DIAGNE	286 100 015
		EKSBS	140 837 402
		SOCOTIP	8 811 305
2	Réalisation des travaux d'achèvement du lycée de Khombole	SOCOTIP	155 945 157
3	Travaux de construction de collèges de proximité dans les régions de Tamba, Kédougou, Thiès	ETPE	156 150 010
		SETA INTERNATIONAL	155 348 658
		KFE	210 873 980
		Etat PLUS	225 661 298
4	Travaux de construction de collèges de proximité dans les régions de Diourbel, Fatick, Dakar	EMB	360 427 968
		EMB	
		KFE	185 462 107
		SES	258 500 000
5	Construction de collèges de proximité dans les régions du Sénégal	Alliance Immobilière	81 626 779
6	Travaux de construction de 8 collèges dans les régions de Matam et Saint Louis	ESMB	308 911 820
		Lamp Fall Batiment	184 272 238
		EKSBS	185 038 036
7	Construction de bloc administratifs et de blocs d'hygiène dans les établissements scolaires des régions du Sénégal	SARSARA Construction	54 414 571
		PRESTA FET suarl	23 950 264
		PRESTA FET suarl	23 950 264
		SARSARA Construction	24 362 354
		PRESTA FET suarl	24 189 918
		BARRY JUNIOR entreprise	26 075 259

N°	Intitulé du marché	Attributaire	Montant
8	Travaux d'extension du collège de Walaldé	BAYE DAME GLOBAL BUSINESS	81 433 714
9	Travaux d'extension des locaux de l'Inspection d'Académie de Dakar »	KFE	47 054 664
10	L'équipement de 25 collèges dans les régions de Dakar Thiès Diourbel Fatick Kédougou Matam St Louis et Tambacounda	Baye Dame Global Business	127 200 000
		Meuble de carthage	84 381 150
		tourne équipement	151 561 200
		Oumou nformatique	29 750 000
11	Equipement de 152 salles de clases et 29 blocs administratifs dans la région de Saint-Louis	UNITRADE	38 955 800
		CITG	51 565 000
12	Fourniture d'équipement pour 28 collèges	Amina corporation	205 025 160
		Meuble de Carthage	150 062 195
		Oumou Informatique	240 663 360
		Fermon labo	37 499 456
13	Fourniture de petits matériels d'école pour les 14 Inspections d'académie	PAPEX	200 000 000
14	Fourniture d'équipement de salles de classe de l'élémentaire, du Moyen, de 4 Daaras Modernes et de 5 collèges franco-arabes, en mobiliers scolaires	UNITRADE	1 184 842 130
		MASTER OFFICE	141 209 184
15	Fourniture d'équipements et de matériels de laboratoire (sciences physiques, chimie, et SVT) de lycées et collèges	UNITRADE	324 222 909
<b>Total</b>			<b>6 408 255 306</b>

## 4.2 Liste des AOR

N°	Intitulé du marché	Attributaire	Montant
1	Travaux de réfection des toitures de l'école Serigne Mansour Sy de Tivaouane	ETA PLUS	32 143 825
<b>Total</b>			<b>32 143 825</b>

## 4.3 Liste des avenants

N°	Intitulé du marché	Attributaire	Montant
1	Entretien, réparation véhicules	Garage Master	29 750 000
2	Entretien et nettoyage des locaux	COSEFE	20 770 865
3	Fourniture de manuels de mathématiques et de physique pour le secondaire	FERMON	94 833 000
<b>Total</b>			<b>145 353 865</b>

## 4.4 Liste des Ententes Directes

N°	Intitulé du marché	Attributaire	Montant
1	Amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'école sénégalaise	CIEP	328 000 000
2	d'imprimés spéciaux pour les examens et concours	AVITECH IMPRESSION	47 928 900
<b>Total</b>			<b>375 928 900</b>

#### 4.5 Liste des DRP

N°	Intitulés	Nature de marché	Attributaires	Montant
1	Séminaire Atelier de confection de matériel didactique et de décoration	Services	FALL ENTREPRISE	1 049 020
2	Matériel pédagogique et didactique	Fournitures	GIE CENTRALE TRAVAUX DE COMMERCE	1 046 961
3	Entretien et réparation de véhicules	Services	GIE CENTRALE TRAVAUX DE COMMERCE	1 049 728
4	Matériel de bureau	Fournitures	COMPTOIR UNIVERSEL	2 708 867
5	Fourniture de bureau	Fournitures	GIE DAKAROIS MULTISERVICE	2 796 364
6	Séminaire Atelier de confection de matériel didactique et de décoration	Services	FALL ENTREPRISE	1 049 020
7	Acquisition de mobiliers de bureau	Fournitures	DABAKH OFFICE SARL	6 318 900
8	Acquisition de photocopieuses	Fournitures	STABURO	13 599 500
9	Fournitures de consommables informatiques	Fournitures	Etablissements Fallilou	4 007 469
10	Fournitures de bureau	Fournitures	Etablissements Fallilou	2 607 180
11	Séminaire du conseil consultatif pour l'enseignement privé (COCEP)	Services	DJOLOFF ETABLISSEMENTS	1 398 300
12	Fournitures de bureau	Fournitures	Darou Salam	874 616
13	Consommables informatiques	Fournitures	Keur Serigne Touba	873 200
14	Séminaire reconnaissance-matériel didactiques , fêtes et cérémonies	Fournitures	FALL ENTREPRISE	568 480
				<b>39 947 605</b>